

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre - CS 60036
59820 Gravelines Cedex

Gravelines, le 07/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/04/2026

Contexte et constats

Publié sur 

ARCELORMITTAL FRANCE

Immeuble Cezanne - 6 rue André Campra
93200 Saint-Denis

Références : -
Code AIOT : 0007000955

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/04/2026 dans l'établissement ARCELORMITTAL FRANCE implanté 3801 ROUTE DE SPYCKER SITE DE MARDYCK PORT 3801 59760 Grande-Synthe. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme annuel de contrôle de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2026. Elle porte, d'une part, sur le suivi de l'action nationale relative à la thématique des PFAS, notamment sur les suites mises en œuvre par l'exploitant dans le cadre des investigations, et, d'autre part, sur les mesures de compensation de la zone humide impactée dans le cadre du projet « aciers électriques ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARCELORMITTAL FRANCE

- 3801 ROUTE DE SPYCKER SITE DE MARDYCK PORT 3801 59760 Grande-Synthe
- Code AIOT : 0007000955
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de Mardyck de la société ARCELORMITTAL FRANCE est une usine de laminage à froid qui reçoit les bobines (coils) laminées à chaud de l'usine de Dunkerque. Le site de Mardyck destine principalement ses produits au marché de l'automobile (65% de la production).

L'usine expédie également ses produits à d'autres utilisateurs (tubistes, fabricants de biens de consommation...).

Les principaux produits sont :

tôles de grande largeur pour l'industrie automobile (1900 mm) ;
 produits galvanisés pour automobile (Extragal et Galvallia) ;
 produits décapés pour pièces visibles ;
 refendage de coils à chaud (décapés ou non) de 1,8 à 15 mm d'épaisseur ;
 barres droites (décapées ou non) de 2 à 12,7 mm.

L'usine se compose des unités suivantes :

l'unité de production amont qui comprend le décapage 1, le décapage 2, le laminoir 5 cages, la rectification des cylindres, le service énergie et le traitement des eaux, la régénération chlorhydrique ;

l'unité de production Revêtement, comportant les deux lignes de la galvanisation (Galma 1 et Galma 2) ;

l'unité de production Finissage, avec la ligne d'inspection et de refendage, la ligne d'inspection verticale, le service parachèvement et logistique, l'unité de production Centre de Service Usine. En 2023, l'exploitant a déposé un dossier de demande d'autorisation environnementale afin de construire et d'exploiter 5 nouvelles lignes de production des aciers électriques pour une capacité annuelle de 200 000 tonnes.

Le projet appelé "aciéries électriques" sera composé de nouvelles installations :

- 5 lignes de production prenant place dans les halles au nord-ouest du site :
 - une ligne dédiée au recuit-décapage (ligne «APL: Annealing and Pickling») ;
 - une ligne dédiée au laminoir réversible (ligne «REV») ;
 - une ligne dédiée à la préparation (ligne «PREP») ;
 - une ligne dédiée au recuit continu et vernissage (ligne «ACL: Annealing and Varnishing») ;
 - une ligne dédiée à l'inspection et refendage (ligne «Slitting») ;

• et le stockage de substances associées (soude, acide chlorhydrique, huile de laminage, bois et carton).

L'ensemble des activités du site, comprenant celles de l'aciérie électrique, sont soumises à autorisation au titre de la législation sur les ICPE, et sont réglementées par un arrêté préfectoral du 21/07/2023.

Le site relève de la directive sur les émissions industrielles (directive IED), notamment pour son activité de traitement de surface de métaux, mais il n'est pas classé SEVESO seuil haut ni SEVESO seuil bas.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Réduction des rejets aqueux de PFAS
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a également porté sur la compensation des zones humides réalisée par ArcelorMittal dans le cadre du projet d'aciers électriques. Cette compensation est rendue nécessaire par la destruction d'environ 950 m² de zone humide, située à proximité de la halle de production, en raison de contraintes techniques et de sécurité liées à l'exploitation de la future ligne de recuit-décapage.

Afin de compenser cet impact, l'exploitant a mis en œuvre des mesures compensatoires portant sur la plantation de haies et de fourrés, ainsi que sur la gestion des espaces herbacés associés sur une surface d'environ 10 159 m².

Le site de compensation se situe sur la parcelle AK0023 à Grande-Synthe, dans un périmètre d'environ 600 m au sud de la zone humide impactée, au sein du site ArcelorMittal de Mardyck. Ce site de compensation est localisé dans le même SAGE, à savoir celui du Delta de l'Aa.

Par ailleurs, le projet entraîne la destruction d'habitats de fourrés utilisés par l'avifaune pour la nidification, avec un impact initial qualifié de moyen. Les mesures compensatoires mises en œuvre visent à recréer des habitats équivalents, voire améliorés, en favorisant la fonctionnalité écologique des milieux (continuités écologiques, diversité des habitats).

À cet effet, le site dispose d'un arrêté préfectoral en date du 18 octobre 2024 portant dérogation au titre de l'article L. 411-2 du code de l'environnement (dérogation dite "espèces protégées").

Un suivi écologique est prévu à partir de la deuxième année suivant la fin des travaux de compensation, réalisés en novembre 2025, et pour une durée de 10 ans, afin d'évaluer l'efficacité des mesures mises en œuvre, notamment au travers du suivi des oiseaux nicheurs, des habitats et de la flore, avec des bilans réguliers permettant, le cas échéant, d'ajuster la gestion.

La visite de terrain a permis de confirmer que les travaux de compensation ont été réalisés conformément à l'arrêté préfectoral et au dossier déposé.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesure de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les investigations complémentaires menées par l'exploitant confirment l'absence de PFAS détectables sur l'ensemble des matrices analysées. Les concentrations en AOF mesurées dans les rejets restent inférieures à celles observées dans l'eau brute, traduisant un flux massique désormais nul ou négatif et l'absence d'émission nette de composés fluorés par le site.

Les analyses complémentaires réalisées sur l'eau potable, les eaux météoriques et le site voisin Nord Chrome ne permettent pas d'identifier de source interne continue de composés fluorés. Les résultats obtenus confortent ainsi l'hypothèse d'une origine externe et diffuse des AOF détectés dans le bassin versant.

L'exploitant poursuivra néanmoins le suivi trimestriel des AOF sur les différents flux aqueux du site.

Par ailleurs, l'inspection a permis de constater que les mesures compensatoires mises en œuvre dans le cadre de la destruction d'environ 950 m² de zone humide liée au projet d'aciers électriques ont été réalisées conformément aux prescriptions prévues dans le dossier déposé et à l'arrêté préfectoral applicable. Les aménagements réalisés portent notamment sur la plantation de haies et de fourrés ainsi que sur la gestion extensive des milieux herbacés associés, afin de recréer des habitats favorables à l'avifaune et de maintenir les fonctionnalités écologiques du secteur. Un suivi écologique sur une durée de 10 ans est prévu afin d'évaluer l'efficacité des mesures compensatoires mises en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesure de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2026, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations : <ul style="list-style-type: none">- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;- gérer les effluents et déchets en fonction de leur caractéristiques et réduire les quantités rejetées.
Constats : Conformément à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 et en application de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, l'exploitant a poursuivi les mesures d'investigation engagées à la suite de l'inspection du 26 mai 2025, visant à identifier l'origine des composés fluorés détectés dans les eaux du site. Lors de la précédente inspection, il avait été constaté que les campagnes d'analyses réalisées en février, mars et avril 2024 mettaient en évidence l'absence de PFAS détectables parmi les composés recherchés, mais la présence d'AOF dans les eaux industrielles et pluviales, avec des concentrations comparables à celles de l'eau brute, suggérant une contamination d'origine amont. Afin de préciser cette origine, l'exploitant a mis en place un programme d'investigation reposant notamment sur la comparaison entre l'eau brute et les rejets, la mise en place d'un suivi trimestriel des AOF, ainsi que la réalisation d'analyses sur le site tiers Nord Chrome. Depuis cette inspection, ce programme a été poursuivi et consolidé. Le suivi trimestriel des AOF est maintenu sur les principaux flux du site (eau brute, rejets industriels traités et eaux pluviales). Les résultats obtenus en 2025 confirment une variabilité des concentrations en AOF dans l'eau brute, avec des valeurs de l'ordre de 11 µg/L au premier trimestre 2025, 3,1 µg/L au deuxième trimestre, puis un pic ponctuel à 18 µg/L lors de la campagne du 20 août 2025, avant un retour à des concentrations plus faibles au quatrième trimestre. En parallèle, les concentrations mesurées en sortie de site restent nettement inférieures, avec des valeurs de l'ordre de 3,6 µg/L au premier trimestre 2025, puis inférieures à 2 µg/L pour les campagnes des deuxième, troisième et quatrième trimestres. Les éléments transmis par l'exploitant montrent ainsi que le flux massique en AOF, initialement positif lors des premières campagnes réalisées en 2024, est désormais nul ou négatif depuis la fin de l'année 2024 et sur l'ensemble des campagnes réalisées en 2025. Ces résultats traduisent ainsi l'absence d'émission nette de composés fluorés par le site, les concentrations mesurées dans les rejets étant systématiquement inférieures à celles observées dans l'eau brute. L'exploitant indique par ailleurs, qu'au vu de ces résultats, les mesures trimestrielles auraient pu être arrêtées, à l'exception du suivi relatif aux eaux pluviales pour lesquelles les valeurs observées à l'aval demeurent parfois les plus élevées. Les investigations ont également été étendues à des flux complémentaires. L'analyse de l'eau potable fournie par SUEZ, réalisée le 15 septembre 2025, met en évidence une concentration en AOF inférieure à 2 µg/L ainsi que l'absence de PFAS détectables, permettant d'écarter ce flux

comme source d'apport en composés fluorés.

Par ailleurs, une campagne spécifique réalisée le 15 septembre 2025 sur les eaux météoriques met en évidence l'absence de PFAS détectables et des concentrations en AOF inférieures à 2 µg/L, ce qui ne met pas en évidence d'apport significatif d'origine atmosphérique.

Concernant le site voisin Nord Chrome, deux campagnes d'analyses ont été réalisées sur les eaux de ruissellement, sur trois points de prélèvement identifiés :

- Campagne du 27 mai 2025 :

- point « côté canal » : AOF \approx 3 µg/L ;
- point « côté bureaux extérieurs » : AOF \approx 9,5 µg/L ;
- point « côté rectification » : AOF \approx 3 µg/L.

Pour ces trois points, les analyses ont mis en évidence l'absence de PFAS détectables, l'ensemble des composés analysés présentant des concentrations inférieures aux limites de quantification.

- Campagne du 27 janvier 2026 :

- point « côté canal » : AOF < 2 µg/L ;
- point « côté bureaux extérieurs » : AOF = 3,2 µg/L ;
- point « côté rectification + extérieur » : AOF < 2 µg/L.

Pour cette campagne également, aucun PFAS n'a été détecté sur l'ensemble des échantillons analysés.

Ces résultats mettent en évidence une diminution globale des concentrations en AOF entre 2025 et 2026, ainsi qu'une variabilité spatiale limitée, avec des concentrations légèrement plus élevées au niveau du point situé côté bureaux extérieurs. Ils ne permettent pas d'identifier de source interne continue de composés fluorés sur le site Nord Chrome.

L'ensemble des investigations menées depuis 2025 confirme ainsi que :

- les PFAS recherchés sont systématiquement non détectés sur l'ensemble des matrices analysées ;
- les concentrations en AOF observées restent faibles et variables dans le temps ;
- les concentrations mesurées dans les rejets sont inférieures à celles de l'eau brute, traduisant un flux massique nul ou négatif ;
- aucun lien direct avec les activités industrielles du site n'est mis en évidence.

Ces éléments confortent l'hypothèse d'une origine externe des composés fluorés détectés, possiblement liée à des apports diffus dans le bassin versant. L'exploitant indique notamment que lors de la campagne du 27 mai 2025 sur le site Nord Chrome, la présence d'un tracteur réalisant des travaux agricoles sur les parcelles situées de l'autre côté du canal a été observée au moment des prélèvements, pouvant avoir influencé les concentrations en AOF mesurées.

L'inspection s'interroge également sur l'utilisation par la société Nord Chrome de substances fluorées, à l'origine des AOF, autres que les 28 PFAS recherchés dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

L'exploitant poursuivra la surveillance du paramètre AOF de façon trimestrielle sur ses différents flux aqueux, en concomitance avec Nord Chrome qui effectue également un suivi sur ses eaux pluviales.

Type de suites proposées : Sans suite